



Enseigner est un métier qui s'apprend !

Nous refusons la réforme actuelle de la formation des enseignants !

Ensemble, exigeons d'autres choix !

Les conditions de formation et les modalités de recrutement des enseignants actuellement en débat engagent **l'avenir de notre système éducatif**. Cette réforme intéresse la société dans son ensemble : quels sont les besoins de notre système éducatif, quelles sont les conditions d'exercice de métiers essentiels pour l'avenir du pays mais aujourd'hui trop peu valorisés, quels sont les besoins des élèves et des jeunes, quelle sera la formation pédagogique de ceux qui auront la responsabilité de former des millions de jeunes demain ?

Enseignants, étudiants, parents, élèves : nous sommes tous concernés !

Nos organisations jugent inacceptables en l'état les orientations présentées le 13 novembre dernier par les ministres Châtel et Péresse, qui confirment la **mise en place d'une réforme régressive pour la formation des futurs enseignants** et bouleverse l'organisation de l'offre de master dans les universités.

Ces orientations vont **à l'encontre d'une démocratisation de l'accès aux métiers de l'enseignement et s'opposent à l'amélioration de la qualité de la formation :**

► la **formation professionnelle** des futurs enseignants est **réduite à portion congrue** alors qu'elle nécessiterait d'être renforcée afin de préparer les futurs enseignants à la diversité des missions qui leur sont confiées. Des lauréats au concours peuvent se retrouver devant des élèves sans avoir bénéficié de stages ni de formation professionnelle dispensée par l'IUFM dont l'existence est remise en cause.

► l'année de master 2 deviendra **ingérable pour les étudiants** qui devront mener de front préparation du concours, mémoire de recherche, validation du master et éventuellement stages devant élèves, rendant impossible toute formation professionnelle et disciplinaire cette année-là.

► **aucun dispositif ambitieux d'accompagnement financier des étudiants** n'est mis en place pour compenser l'allongement de la durée des études et le décalage du concours, écartant ainsi de nombreux étudiants issus des catégories sociales les moins favorisées de ces métiers.

Les organisations signataires exigent la remise à plat de la réforme impliquant le **retrait des décrets concernant la formation des enseignants** et des textes d'application déjà publiés et l'ouverture indispensable de réelles négociations.

Elles revendiquent :

► une **réelle amélioration de la formation** de tous les enseignants et la reconnaissance de celle-ci par l'obtention d'un master

► de revenir sur la **place et le contenu des épreuves du concours**, afin de permettre l'évaluation des futurs enseignants sur l'ensemble des compétences indispensables à leur métier, la réussite des étudiants et une réelle réorientation de ceux ayant échoué

► le maintien d'au moins **une année de fonctionnaire stagiaire rémunérée après le concours**, dans le parcours de formation professionnelle comprenant au moins un mi-temps de formation théorique

► la mise en place de **dispositifs d'accompagnement financier pour les étudiants** afin de garantir la mixité sociale du recrutement des futurs enseignants

Parce qu'enseigner est un métier qui s'apprend, les organisations signataires du Loiret s'adressent à vous aujourd'hui, afin de dénoncer le projet régressif du gouvernement pour la formation des enseignants et d'exiger une réforme répondant aux besoins du système éducatif, permettant une vraie formation professionnelle et garantissant une réelle élévation de la formation des futurs enseignants conforme aux attentes de la société.

Elles s'engagent aujourd'hui à poursuivre l'action dans ce sens dès la rentrée de janvier.

Signataires dans le Loiret : UNEF, FSU, Fédération UNSA Education, SGEN CFDT, Sud Education